

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3291 - VENDREDI 10 AOÛT 2018

JUSTICE

Okombi Salissa entendu
mais pas libéré

L'opposant et ancien candidat malheureux à la présidentielle de 2016, André Okombi Salissa, a été entendu, hier à Brazzaville, par un juge d'instruction pour la deuxième fois depuis son arrestation en janvier 2017.

Le juge devra prendre une ordonnance dans les jours à venir afin de le renvoyer devant une juridiction ou le libérer simplement.

Les militants de l'opposant, qui ont mal perçu le message, ont fait la fête à son domicile avant de se séparer. L'ancien ministre a regagné sa cellule à la Direction générale de la surveillance du territoire.

La rumeur de sa libération s'est répandue sur les réseaux sociaux.

GOUVERNANCE

60 % de la dette
congolaise détenue par
la Chine et des traders

L'exploitation pétrolière fournit plus de 60% des recettes de l'Etat congolais

Reposant essentiellement sur le secteur pétrolier, l'économie nationale croupit sous le poids de la dette estimée, selon le Fonds monétaire international, à 5329 milliards

de francs CFA, soit 110% du produit intérieur brut.

La Chine et les traders détiendraient respectivement 34,15% et 29,90% de la dette extérieure totale du pays.

Page 3

PRÉSIDENTIELLE EN RDC

Vingt-six candidatures
enregistrées par la Céni

En attendant la publication des listes provisoires, le 24 août, vingt-six dossiers de candidatures à la magistrature suprême ont été enregistrés à la Commission électorale nationale indépendante (Céni) qui a officiellement clôturé l'opération de dépôt de candidatures le 8 août.

Pendant que les bureaux de réception et de traitement des candidatures fermaient leurs portes, d'autres candidats se bouscu-

laient encore au portillon munis de leurs dossiers. Au siège de la Céni, les postulants à la présidentielle faisant acte de candidature, le personnel était obligé d'aller au-delà des heures requises pour recevoir les retardataires.

Page 12

**Nominations
aux Conseils
des sages, du
dialogue et de
la société civile**

Page 2

COMMUNE DE BRAZZAVILLE

Elaboration en vue d'un programme
de lutte contre le paludisme

Christian Roger Okemba s'entretenant avec Francine Ntoumi/Adiac

Le maire de Brazzaville se propose, en collaboration avec la Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM), de mettre en place un programme conjoint d'éradication du paludisme dans la ville capitale.

Au cours d'un entretien, le 8 août, avec la présidente de la FCRM, Christian Roger Okemba a précisé que ce programme porte essentiellement sur des opérations d'assainissement, notamment le curage des caniveaux, le désherbage des espaces publics, le ramassage d'ordures et la pulvérisation des eaux stagnantes autour des édifices publics.

Page 2

Éditorial

J - 5

Page 2

EDITORIAL

J - 5

A cinq jours de la commémoration solennelle du cinquante-huitième anniversaire de notre indépendance, nous devons avoir présent à l'esprit le fait que le monde dans lequel nous avons jusqu'à présent vécu est en train de changer radicalement. Et en tirer pour nous-mêmes les conséquences prévisibles.

Pourquoi ? Mais tout simplement parce que le nouveau monde dans lequel entre aujourd'hui la planète des hommes nous permettra, si du moins les pays comme le nôtre sont capables de s'y adapter, d'en tirer pour eux-mêmes des avantages décisifs. Avec une population jeune, dynamique et ambitieuse, avec des ressources naturelles immenses mais encore largement inexploitées, avec des institutions adaptées aux conditions de vie moderne, avec une diplomatie active qui privilégie la prévention et la gestion des crises régionales, avec des intellectuels et des artistes qui sont reconnus bien au-delà de ses frontières, avec une gouvernance publique qui s'affirme prête à tirer les leçons de la crise financière vécue ces dernières années, le Congo est en passe de devenir l'un des pays les plus attrayants de l'Afrique centrale.

Alors que s'engage entre les grandes puissances de l'hémisphère nord une guerre commerciale que personne ne saura gérer et que s'accroissent les tensions dans des régions comme le Proche et le Moyen-Orient, l'Europe et la Méditerranée, l'Asie du sud, si chez nous l'émergence économique se conjugue comme tout le laisse prévoir avec le progrès social, les années à venir s'inscriront à coup sûr comme les plus productives de notre longue et souvent tumultueuse Histoire.

Nous l'avons écrit ici même à maintes reprises ces derniers temps et nous n'hésitons pas un instant à le réécrire : le Congo a aujourd'hui entre les mains des atouts maîtres. S'il les abat sur la table du jeu international de façon méthodique, raisonnée, calculée, il verra affluer vers lui les investisseurs de tout bord en quête de lieux sûrs pour développer leurs activités. Non seulement il résoudra les problèmes auxquels il se trouve présentement confronté mais encore il deviendra incontournable sur la scène mondiale. Tel est donc bien le défi que nous devons maintenant relever.

Les Dépêches de Brazzaville

MAIRIE DE BRAZZAVILLE

Christian Roger Okemba sollicite l'implication des ONG dans la lutte contre le paludisme

Le maire de la ville s'est accordé, le 8 août, avec la Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM) et la coordination générale des Jeunes leaders du Congo (JLC), pour la mise en place d'un programme municipal d'éradication du paludisme.

La FCRM et la coordination des JLC entendent accompagner la mairie de Brazzaville dans la réalisation de son programme de lutte contre le paludisme et atteindre les objectifs souhaités dans le périmètre urbain.

Au terme de l'entretien avec le maire, Christian Roger Okemba, la présidente de la FCRM, la Pre Francine Ntouni, a déclaré : « *Nous avons parlé du paludisme qui concerne les Congolais en général et en particulier les citoyens de notre ville. La mairie va mettre en place un programme et nous sommes présentes ici parce qu'elle veut s'entourer de l'expertise nationale. La jeunesse est fortement impliquée pour la réalisation de ce programme* ».

Pour anticiper la lutte contre le paludisme, la mairie de Brazzaville est engagée dans les opérations d'assainissement, notamment le curage des caniveaux, le désherbage des espaces publics, le ramassage d'ordures, la pulvérisation des eaux stagnantes autour des immeubles et autres.

« *Avec le maire, nous avons aussi discuté de l'obtention des indicateurs des progrès de lutte contre le paludisme pour mesurer l'impact et aider les décideurs à prendre les mesures pour la réduction chiffrée de la mortalité et de cas de cette maladie. La Fondation congolaise*



Christian Roger Okemba s'entretenant avec Francine Ntouni/Adiac

pour la recherche médicale aidera à valider le diagnostic, actualiser la formation des techniciens et déterminer de manière chiffrée les statistiques pour chaque arrondissement de Brazzaville », a expliqué Francine Ntouni.

La ville de Brazzaville a une population jeune. Ainsi donc, la jeunesse est fortement sollicitée dans le programme de lutte antipaludique que compte lancer la mairie. « *Le maire a sollicité l'appui de la jeunesse pour la lutte antipaludique, parce que la majeure partie des citoyens est jeune, s'il y a un problème de santé ici, cela doit concerner en premier lieu les jeunes brazzavillois. Nous voulons que Brazzaville soit inscrite sur la liste des villes ayant zéro paludisme. Nous allons sensibiliser les jeunes désœuvrés pour qu'ils soient aussi impliqués* », a indiqué pour sa

part, Ilitch Yoka, coordonnateur général des JLC.

Dans le département de Brazzaville et selon les indications de l'enquête démographique de santé 2011-2012, 87,7% des cas de paludisme ont reçu un antipaludique et 53,3% ont bénéficié d'un traitement auprès d'un établissement de santé. En même temps, 20,9% de cas ont eu un traitement ambulatoire.

La même source affirme que le traitement antipaludique des enfants de moins de 5 ans a été de 11%. La mortalité néonatale est de 30%, la mortalité post néonatale se chiffre à 18%, la mortalité infantile inventoriée à 48%, la mortalité juvénile dénombrée à 32% et la mortalité infanto-juvénile estimée à 79%.

Fortuné Ibara et Luc Jonathan Moubeti (stagiaire)

● NOMINATIONS

Par décret n° 2018-305 du 09 août 2018, **M. Jean Marie Ewengué** est nommé secrétaire permanent du Conseil consultatif des sages et des notabilités traditionnelles.

Par décret n° 2018-306 du 09 août 2018, **M. Martin**

Mberi est nommé secrétaire permanent du Conseil national du dialogue.

Par décret n° 2018-307 du 09 août 2018, **M. Germain Céphas Ewangui** est nommé secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndongo, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Cheffe section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepeschesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Email : regie@lesdepeschesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PAIX ET SÉCURITÉ DANS LE POOL

Philippe Ané invite les membres de la commission à travailler en synergie

N'ayant pas pris part à la cérémonie officielle de lancement de l'opération de ramassage des armes, le 7 août à Kinkala, les représentants du pasteur Ntoumi au sein de la Commission ad hoc mixte et paritaire (Camp) de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités du 23 décembre 2017, ont dénoncé, au cours d'une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, la démarche unilatérale, selon eux, de la partie gouvernementale.

« Nous nous sommes convenus avec la partie gouvernementale au sein de la Camp que la sortie officielle de Ntoumi, qui est imminente, devrait lui permettre de lancer l'opération de ramassage des armes et munitions de guerre auprès des ex-combattants; conformément à l'esprit du communiqué final des travaux de la commission qui reconnaît que Ntoumi est l'ambassadeur de la structure auprès des ex-com-

battants », a déclaré le vice-président de la Camp, Philippe Ané. C'est donc à l'ex-chef rebelle, a-t-il poursuivi, que devrait revenir la mission de faire passer un message aux ex-combattants sur la nécessité de restituer des armes et munitions de guerre qu'ils détiennent. L'appel de Ntoumi aux ex-miliciens ninjas, a-t-il indiqué, les rassure. La façon d'agir de la partie gouvernementale, a-t-il déploré, pourrait créer un doute dans la mémoire

collective des ex-miliciens ninjas, parce que la commission est mixte et paritaire et elle doit travailler en synergie.

Ces propos du vice-président de la Camp viennent en appui de la déclaration du pasteur Ntoumi rendue publique, le 7 août à Mayama, dans le département du Pool, dans laquelle il a précisé que l'opération de ramassage des armes et munitions de guerre doit se faire avec un minimum de confiance et de sérénité.

« Lorsque le gouvernement procède au lancement de l'opération seul, je décline ma responsabilité pour toutes les conséquences qui pourraient s'en suivre », a déclaré le pasteur Ntoumi.

La Rédaction



Philippe Ané

FORMATION QUALIFIANTE

La Banque mondiale promet de soutenir le Congo



Korotoumou Ouattara

À l'occasion d'une audience que lui a accordée, le 9 août à Brazzaville, le ministre de l'Enseignement technique, de l'emploi et de la formation qualifiante, Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint Eudes, la représentante de la Banque mondiale au Congo, Korotoumou Ouattara, a déclaré que son institution va appuyer le Congo dans le cadre de la formation des jeunes dans le domaine agricole.

« Dans le cadre de l'appui que la Banque mondiale va apporter au Congo, nous avons, dans le portefeuille, un projet sur l'employabilité des jeunes. Nous mettrons l'accent, dans cette deuxième phase de ce projet que nous comptons restructurer, sur la formation aux métiers de l'agriculture, afin de répondre aux préoccupations du gouvernement et d'être en harmonie avec le Plan national de développement (PND) 2018-2022 », a indiqué Korotoumou Ouattara à sa sortie d'audience.

En outre, la représentante de la Banque mondiale a rappelé que le gouvernement congolais a décidé de faire du capital humain une priorité dans son PND, en mettant l'accent notamment sur l'éducation et l'agriculture en matière de diversification de l'économie.

Roger Ngombé

CONGO

La Chine et les traders détiennent plus de 60% de la dette extérieure

Reposant essentiellement sur le secteur pétrolier, l'économie nationale croupit sous le poids de la dette estimée, selon le Fonds monétaire international (FMI), à 5329 milliards de francs CFA, soit 110% du produit intérieur brut. La Chine et les traders détiendraient respectivement 34,15% et 29,90% de la dette extérieure totale du pays.

Les discussions entamées par le gouvernement en 2017 avec le FMI devraient aboutir à la conclusion

ainsi que le licenciement des employés et la fermeture de certaines entreprises privées.

raison, entre autres, de la faiblesse de la mobilisation des ressources budgétaires, du déficit des acti-



d'un programme de coopération économique soutenu par cette institution de Bretton Woods. Le Congo regagnerait, à travers ce programme, la confiance de ses partenaires financiers, tout en redressant ses équilibres macroéconomiques détruits par les effets néfastes de la crise économique et financière, due à l'abaissement du prix du baril de pétrole sur le marché international.

Déclarée en 2014, cette crise a entraîné la baisse des recettes publiques et des ressources budgétaires, l'arrêt ou le ralentissement de plusieurs chantiers d'infrastructures engagés par l'Etat

Le budget de l'Etat était de 4000 milliards de francs CFA en 2014 contre plus de 1 600 milliards de francs CFA en 2018. Le taux de croissance était de -2% en 2017 et pourrait atteindre 1,9% cette année selon les statistiques du comité monétaire national. Cette embellie est due à l'augmentation de la production nationale qui passerait de plus de 280 mille barils par jour en 2017 à 350 mille barils en 2018, ainsi qu'à la hausse du prix de baril (au-dessus de 70 dollars) sur le marché mondial. Nonobstant la remontée actuelle des cours du pétrole, l'économie nationale peine à se redresser en

vités du secteur hors pétrolier et d'autres facteurs.

Au-delà du souffle qui proviendrait de la signature prochaine d'un accord avec le FMI, le gouvernement mise dans son Plan national de développement 2018-2022 sur la réforme du système éducatif national et la formation qualifiante ainsi que la diversification de l'économie.

Concernant la diversification économique, quelques secteurs d'activités porteurs d'une valeur ajoutée sont épinglés parmi lesquels l'agriculture, la forêt, l'industrie, le tourisme, l'artisanat.

Christian Brice Elion

CONSERVATION DE LA NATURE

Le Congo veut aménager seize aires protégées

L'espace prévu dans le projet représente plus de 11,51% du territoire national (342 000 km²). Ce projet figure dans le nouveau Plan d'action national pour l'éléphant (2019-2028) qui a été adopté récemment à Brazzaville.

Le plan d'action 2018-2022 comporte, entre autres, la stratégie de lutte contre le braconnage des pachydermes, le maintien de leur habitat, la réduction des conflits homme-éléphant et la coopération transfrontalière. Le document bénéficie d'un large consensus des parties prenantes dont les pouvoirs publics, la société civile et les partenaires de l'Initiative pour la protection des éléphants et du programme WCS-Afrique centrale.

En effet, parmi les seize aires visées par le projet d'aménagement, il y a le Trinational de la Sangha (TNS), un complexe transfrontalier consacré à la conservation de la nature, situé dans le nord-ouest du bassin du Congo, au point de rencontre entre la République du Cameroun, la République du Congo et la République centrafricaine. Il comprend trois parcs nationaux contigus couvrant une superficie totale de 754,286 hectares, à savoir le

Parc national de Lobéké au Cameroun, le Parc national de Nouabalé-Ndoki au Congo et le Parc national de Dzanga-Ndoki en République centrafricaine. Ils sont enchâssés dans un paysage forestier beaucoup plus vaste que l'on appelle parfois le « paysage du Trinational de la Sangha ».

En termes de valeur culturelle, le TNS est inscrit comme site du patrimoine mondial. Sa zone tampon abrite également un riche patrimoine culturel lié aux communautés locales et autochtones (chasseurs-cueilleurs, pêcheurs). L'intégrité et la richesse des forêts tropicales du TNS sont essentielles pour la pérennité de la culture et moyens d'existence de ces communautés.

Le projet dans son ensemble incluant les quinze autres aires protégées demande d'importants financements. Seuls quelques partenaires appuient les activités du Tri-National dont la coopération allemande à travers la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW-banque allemande pour la reconstruction) à hauteur de 20,5 millions d'euros, et l'Agence française de développement à hauteur de trois millions d'euros.

Fiacre Kombo

VIE ASSOCIATIVE

Le Groupement des associations bana Congo poursuit ses actions

Dans le souci de sécuriser les établissements scolaires du pays, le collectif que dirige Roch Akindou a entamé la réhabilitation du lycée de la Réconciliation, dans le septième arrondissement Mfilou.

Le lycée de la Réconciliation a subi à plusieurs reprises des actes de vandalisme qui ont endommagé les bureaux administratifs, occasionnant présentement leur réhabilitation. Les travaux qui ont été lancés dès la fermeture des classes pourront s'achever avant la fin de la rentrée scolaire prochaine. Ils concernent également la rénovation des salles de classe car, a expliqué le président du Groupement des associations bana Congo, Roch Akindou, lors de l'opération de nettoyage du site effectuée le 9 août.

Cet établissement connaît un problème de pléthore d'élèves et d'aération. A cet effet, le groupement a procédé aux travaux d'élévation de murs dotés de fils barbelés, d'électricité avec des projecteurs, de construction d'un bâtiment de trois salles de classe ainsi que des toilettes et de la pose des claustras. Il y a aussi la construction de deux terrains de l'aire de jeu, la pose des grilles et de trois portails ainsi que la réfection de l'étanchéité et de la peinture.

Invitant les donateurs à mutualiser les

efforts pour sauver cet établissement, Roch Akindou a déploré la mauvaise foi de certains dirigeants politiques du pays. « Le groupement des associations travaille en mutualisant les besoins avec les dons qu'il reçoit de tous les citoyens congolais. L'école congolaise connaît un problème d'insécurité dont les assassinats, les actes de vandalisme et bien d'autres », a-t-il dit.

Au terme de ses propos, il a rappelé que les enfants doivent apprendre dans un environnement sain, dans des conditions d'hygiène et de sécurité appropriées, en leur donnant des espaces de loisirs. « L'association ne se découragera pas malgré tout parce que ceux qui travaillent ne sont pas des électeurs mais des jeunes bénévoles qui viennent de tous les arrondissements de Brazzaville », a conclu Roch Akindou.

Rappelons que le Groupement des associations bana Congo a réhabilité récemment l'école primaire Joseph-Nkéoua, à Bacongo; le lycée Thomas-Sankara, dans le neuvième arrondissement Djiri; et le collège d'enseignement général Nganga-Edouard.

Lydie Gisèle Oko



Les jeunes du groupement (Adiac)

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

AFRIQUE DU SUD

Les violences contre les femmes atteignent des niveaux sans précédent

L'attaque contre l'intégrité et l'humanité des femmes a atteint des niveaux sans précédent dans le pays, qui se bat depuis longtemps contre les violences de genre, a déploré hier le président sud-africain, Cyril Ramaphosa.

« Bien qu'il soit difficile d'établir l'entière étendue de cette épidémie, étant donné que beaucoup d'abus ne sont pas dénoncés, des études montrent que l'expérience des femmes sud-africaines en matière de violence de genre est supérieure à la moyenne mondiale », a souligné le chef de l'Etat.

Il s'exprimait lors d'un rassemblement organisé à l'occasion de la Journée nationale de la femme près de la ville du Cap.

Les violences que subissent les femmes ne connaissent pas de frontières de race et de classe, de culture et de langue, a-t-il fait remarquer.

« Un vrai danger existe cependant qu'à cause du caractère omniprésent des violences faites aux femmes, la société cesse progressivement de les considérer comme inacceptables et odieuses », a poursuivi le président de la République.

D'après le rapport de Statistics South Africa sur les Victimes de Crimes 2016/2017, deux cent cinquante femmes sur cent mille ont été victimes de violences sexuelles. Les statistiques criminelles du service de police sud-africain 2016/2017 montrent également que 80 % des crimes sexuels dénoncés étaient des viols. Ces chiffres font partie des plus élevés du monde. « Nous devons reconnaître, en tant que gouvernement et société, que depuis la naissance de la démocratie (en 1994), nous avons échoué à faire en sorte que les femmes sud-africaines puissent exercer leur droit constitutionnel à la paix et la sécurité », a constaté Cyril Ramaphosa.

Comme l'ont demandé les activistes, le gouvernement organisera un sommet national sur le genre, le 31 août, pour atteindre un consensus sur les approches et faire face à la crise des violences de genre, à la discrimination contre les femmes et autres disparités, selon le chef de l'Etat.

La Journée nationale de la femme a pour but de commémorer et de rendre hommage à toutes les femmes courageuses qui ont manifesté devant le Union building à Pretoria pour protester contre les lois injustes du régime de l'apartheid il y a soixante-deux ans.

GUINÉE-BISSAU

Le Premier ministre évoque l'éventualité d'un report des législatives

Aristides Gomes a évoqué, hier, l'éventualité d'un report des élections législatives prévues en novembre.



Le Premier ministre Aristides Gomes

Le chef du gouvernement a admis cette possibilité en réponse à des parlementaires sur des questions de gouvernance, notamment sur l'inscription des électeurs sur les listes électorales.

Pour le Premier ministre, le retard dans l'arrivée du matériel

d'enregistrement des électeurs pourrait retarder la tenue des élections législatives. Il a suggéré comme solution la flexibilité des positions des partis politiques, notamment en ce qui concerne le mode d'inscription des électeurs.

Aristides Gomes a rejeté les cri-

tiques de certains hommes politiques qui accusent l'exécutif de violer les délais électoraux prévus par la loi.

Avant l'intervention du Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, Cipriano Cassama, a affirmé qu'il partageait les préoccupations liées au début de l'inscription des électeurs.

Pour sa part, le député Certoio Biote, chef du groupe parlementaire du Parti de la rénovation sociale (opposition), a demandé au gouvernement de respecter les règles juridiques du processus d'inscription des électeurs.

De son côté, le Collectif des partis démocratiques a demandé au gouvernement de présenter le travail accompli pour la tenue éventuelle des élections législatives.

Ces législatives constituent une base essentielle des accords de sortie de trois ans de crise en Guinée-Bissau.

NIGER

Des inondations font au moins vingt-deux décès

Les fortes précipitations qui ont durement frappé le pays ces dernières semaines ont occasionné, en outre, cinquante mille sans-abri et d'importants dégâts matériels sur toute l'étendue du territoire, a annoncé, le 8 août à Niamey, Lawan Magadji, le ministre nigérien chargé de la Gestion des catastrophes.

Les inondations provoquées par les pluies torrentielles ont fait, par ailleurs, 26 344 têtes de bétail décimées, 3 131 maisons effondrées, 3 902 hectares de cultures ensevelis, onze classes et trente-trois puits effondrés. Les régions les plus impactées sont celles de Maradi (centre) avec 19283 personnes sinis-

trées, Diffa (extrême-est) pour 9 064 sinistrés, suivies de celles de Zinder (Est) et de Tahoua (Centre) avec respectivement 6 798 et 6705 personnes sinistrées. La capitale, Niamey, a

enregistré près de 2000 personnes sans-abri, a précisé le ministre Magadji dans un point de presse.

Face à cette situation, les besoins prévisionnels sont esti-

més à 6 262 abris, 307 tonnes de céréales, trente et une tonnes d'huile, trente et une tonnes de sucre et quinze tonnes de sel.

« Le gouvernement a couvert la totalité des besoins en vivres de cette population sinistrée, à cette date », a rassuré le ministre, qui précise également que d'importantes aides sont venues d'autres organisations et de la communauté humanitaire.

Le Niger, rappelle-t-on, est souvent confronté à des inondations très dévastatrices pendant la période d'hivernage (juillet-septembre) qui occasionnent souvent d'importantes pertes en vies humaines et en matériel, accompagnées d'épidémies notamment le paludisme. En 2016, les inondations provoquées par les pluies torrentielles au Niger ont fait plus de soixante-dix décès, plus de 145 000 Nigériens sans-abri, plus de cinquante-cinq mille petits ruminants tués, cent puits maraîchers, des milliers d'hectares de terres de cultures dévastés.



Photo (DR)

« Le gouvernement a couvert la totalité des besoins en vivres de cette population sinistrée, à cette date »,

ONU

Michelle Bachelet proposée au poste de Haut-Commissaire des droits de l'homme

La Chilienne est pressentie pour succéder au Jordanien Zeid Ra'ad al Hussein qui a choisi de ne pas se représenter au terme de son mandat de quatre ans qui s'achève à la fin de ce mois, a annoncé, le 8 août, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres.

Le choix de l'ancienne présidente chilienne pour présider aux destinées du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a été fait par António Guterres. « Après avoir consulté les présidents des groupes régionaux d'États membres, le secrétaire général a informé l'Assemblée générale de son intention de nommer Michelle Bachelet, d'origine chilienne, au poste de Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme », a indiqué le porte-parole du secrétaire général de l'ONU. Il a, par ailleurs, précisé que cette nomination sera soumise à l'approbation des cent quatre-vingt-treize États membres des Nations unies, réunis en Assemblée générale.

Le cursus de Michelle Bachelet

Âgée de 66 ans, Michelle Bachelet a été présidente du Chili de 2006 à 2010 et de 2014 à 2018. Elle fut la première femme cheffe d'État de son pays. En 2010, elle a été nommée première directrice exécutive de l'ONU-Femmes, une entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elle a également occupé différents portefeuilles ministériels au sein du gouvernement chilien en tant que ministre de la Santé de 2000 à 2002 et de la Défense entre 2002 et 2004.

Si sa candidature est confirmée par l'Assemblée générale des Nations unies, Michelle Bachelet rejoindra Genève, siège du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Rock Ngassakys

CENTRAFRIQUE

Le PAM soutient les petits producteurs

Le projet de soutien aux petits producteurs agricoles en République centrafricaine pour un meilleur accès au marché à travers la vente groupée a été lancé samedi dernier, à Paoua, l'une des sous-préfectures de l'Ouham Pendé, au nord du pays.

Ce projet, lancé par le gouvernement et ses partenaires de l'Union européenne et du Programme alimentaire mondial (PAM), intervient alors que l'Ouham-Pendé frappée par les violences tente de se relever avec plusieurs projets de développement, un modèle de résilience pour d'autres villes du pays.

Ce projet est financé à hauteur de deux millions d'euros via le Fonds Bekou et mis en œuvre grâce au PAM. « Ce projet regroupe vingt organisations paysannes faitières encadrant quarante-six mille groupements et associations paysannes, de petits producteurs ruraux de riz, haricots et sorgho qui seront soutenus grâce à l'achat local de leur

production agricole », a fait savoir Samuela Isopi, ambassadeur de l'Union européenne en Centrafrique.

Selon Félix Gomez, repré-

« Ce projet a deux volets, à savoir l'achat des produits locaux et l'alimentation des scolaires. Si les producteurs n'ont pas un client en face, ils ne produiront plus. Donc, avec ce projet, c'est pour faire décoller l'agriculture »,

sentant du PAM dans le pays, « ce financement de deux millions d'euros qui représentent environ un milliard trente millions de FCFA et la reconnaissance de P4P ou programme d'achats locaux

en appui aux petits producteurs a un rôle important à jouer pour les efforts du relèvement de la RCA ».

Une initiative soutenue par le gouvernement. « Ce projet a deux volets, à savoir l'achat des produits locaux et l'alimentation des scolaires. Si les producteurs n'ont pas un client en face, ils ne produiront plus. Donc, avec ce projet, c'est pour faire décoller l'agriculture », a confié le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Honoré Feïzoure.

Depuis 2015, le PAM met en œuvre un programme novateur d'achat des produits locaux pour optimiser le développement de l'agriculture locale, aux fins de réduire l'insécurité alimentaire tout en améliorant l'accès aux marchés pour des petits producteurs agricoles.

R-JDH



BCH



BCH



(+242) 22 281 25 88 / 06 892 57 01



bch@bch.cg



PACKAGES AUX PARTICULIERS

Une meilleure traçabilité de vos opérations

Un vrai partenaire

La BCH met à votre disposition ses différents packs

Pack Premium :

- Chéquier
- Carte monétique GIMAC ESSENGO
- Découvert allant jusqu'à 500 000 FCFA
- Assurance Parrainage*



Pack Référence :

- Chéquier
- Carte monétique GIMAC MATONDO
- Découvert allant jusqu'à 250 000 FCFA
- Assurance Parrainage*



Pack Classic :

- Chéquier
- Carte monétique GIMAC MATONDO
- Découvert allant jusqu'à 150 000 FCFA
- Assurance Parrainage*



*Pour 1850FCFA/mois, vous bénéficiez d'une assurance prévoyance vous donnant droit à 1.000.000FCFA.

CENTRAFRIQUE

La Chine octroie soixante-dix véhicules militaires de transport au gouvernement

Les moyens roulants, don de la société Poly Technologies, ont été reçus le 8 août, à Bangui, et permettront aux Forces armées centrafricaines (Faca) de se redéployer sur toute l'étendue du territoire national.

Qualifiant le geste de loyal, les heureux récipiendaires ont reconnu que l'armée de leur pays est fragilisée depuis 2013. Elle se remet progressivement grâce aux partenaires comme la Russie, la France, les États-Unis, la Chine et l'Union européenne, notamment à travers la mission de formation EUTM-RCA.

Justifiant ce soutien multiforme de leurs partenaires, les bénéficiaires ont également précisé qu'après un don en matériels de campement, de véhicules et de matériel de soutien d'hommes venu de France, la semaine dernière, les États-Unis d'Amérique ont eux aussi offert, le 6 août, à l'armée nationale, cinquante-sept véhicules dont le coût est estimé à environ huit millions de dollars américains soit cinq milliards de FCFA. Ce lot contient également des pièces de rechange, des trousseaux et des radios.

« La Chine vient d'emboîter le pas, en prenant l'exemple des autres pays, en octroyant à notre pays ces véhicules blindés aux Faca. Il s'agit de soixante-dix véhicules militaires blindés ainsi que d'autres véhicules de transport. La valeur de ce don est évaluée à environ sept milliards de FCFA », a indiqué l'un des membres du gouvernement

centrafricain.

Selon le gouvernement centrafricain, ce don s'inscrit dans le cadre d'ancien accord conclu depuis longtemps entre la République centrafricaine et la société chinoise Poly Technologies dont l'exécution a été reportée à plusieurs reprises.

« L'arrivée de ces véhicules en RCA va contribuer au développement et à la reconstruction de l'armée de ce pays », a déclaré Guo Shaowu, directeur adjoint de la société Poly Technologies pour l'Europe et l'Afrique, tout en précisant que cette livraison concerne principalement les moyens roulants, à savoir les camions de transport de troupes, des ambulances, des échelles pivotantes pour les éléments des sapeurs-pompier.

Par ailleurs, pour le président centrafricain, Faustin Archange Touadera, ce don permettra aux Faca de se redéployer sur toute l'étendue du territoire national car la reconstruction de l'armée est l'un des outils importants pour la paix et la stabilité dans le pays.

« Par ces multiples dons aux Faca, les partenaires de la Centrafrique réaffirment leur soutien à la reconstruction d'une armée républicaine », a-t-il conclu.

Rock Ngassakys

Médecins sans frontières reprend ses activités à Bria

Les équipes de l'organisation non gouvernementale sont de retour dans la localité depuis une semaine afin de relancer progressivement les activités médicales suspendues suite à un braquage.

Selon un communiqué de presse de l'organisation médicale rendu public le 6 août, les services d'urgences de l'hôpital et du site de PK3 sont à nouveau fonctionnels. Les consultations prénatales externes ainsi que la prise en charge hospitalière des enfants de moins de 15 ans reprendront d'ici à la fin de la semaine.

« Nous sommes très préoccupés par l'état de santé des enfants, particulièrement en cette période de fort paludisme. Les habitants de Bria ont droit à des soins gratuits »

», a déclaré Ouédraogo Bakary, coordonnateur du projet MSF à Bria.

Cette organisation travaille à Bria depuis cinq ans et offre des soins gratuits à la population et en particulier aux enfants qui sont d'autant plus vulnérables.

L'Union européenne prolonge sa mission militaire jusqu'en septembre 2020

L'EUTM-RCA, lancée le 19 septembre 2016 avec pour objectif de contribuer à la réforme du secteur de la sécurité dans le pays va se poursuivre encore pendant deux ans, a-t-on appris.

C'est dans le prolongement d'une mission de conseil militaire de l'UE (EUMAN RCA) que l'EUTM-RCA a été lancée. Elle s'emploie à rendre les Forces armées centrafricaines (Faca) modernes, efficaces, inclusives et démocratiquement responsables, ajoute le Consilium. La mission dispense des conseils stratégiques au ministère de la Défense et à l'état-major centrafricain ainsi que des cours aux officiers et sous-officiers et des formations aux unités des Faca. Elle compte cent soixante-dix personnes.

Le Conseil de l'Union européenne (UE) a cependant procédé à la modification du mandat de la mission « afin que l'EUTM-RCA puisse donner des conseils stratégiques non seulement au ministère de la Défense, au personnel militaire et aux forces armées mais aussi au cabinet du président centrafricain, et qu'elle puisse conseiller sur la coopération entre civils et militaires, y compris au ministère de l'Intérieur et de la gendarmerie », peut-on lire dans un communiqué de l'UE. La mission vise à réduire l'influence des conseillers russes présents dans le pays depuis plusieurs mois. Elle participe également à la restructuration du secteur de

la Défense dans trois domaines: le conseil stratégique, l'entraînement opérationnel et la formation. Au terme de son premier mandat de deux ans, l'EUTM-RCA a formé et entraîné trois mille soldats des Faca. Le Conseil de l'UE vient de lui allouer un budget d'environ 25,4 millions d'euros pour la période du 20 septembre 2018 au 19 septembre 2020.

Du côté de l'ONU, elle a déployé une mission de paix (Minusca, dix millesoldats) depuis 2014 qui peine à maintenir la sécurité dans le pays, contrôlé en majeure partie par des groupes armés, qui mettent la main parfois sur des ressources naturelles, notamment l'or, le diamant et le bétail.

Le Kremlin et la Chine de nouveaux concurrents

La Centrafrique est plongée dans une crise sécuritaire et politique. Deux nouvelles puissances ont décidé de s'y installer également. Il s'agit de la Chine et la Russie. L'assassinat de trois journalistes russes a dévoilé le rôle croissant des puissances étrangères dans le pays. Moscou est le dernier venu avec l'envoi de cinq instructeurs et cent soixante-dix civils en début d'année. Ils sont chargés de la formation de deux bataillons

des Faca. Avec l'aval de l'ONU, le Kremlin aurait livré officiellement, par deux fois, des armes aux autorités centrafricaines car le pays est toujours soumis à l'embargo sur les armes.

Mais la présence russe est mal vécue par les Européens, notamment la France qui y voit là une concurrence mal venue. Pour la Russie, l'objectif serait géopolitique, géoéconomique et/ou géostratégique. Sur le plan géopolitique, la Russie veut consolider ce couloir d'influence en Afrique centrale via Luanda et Kinshasa. Sur le plan géoéconomique et/ou géostratégique, les compagnies minières russes sont intéressées par le sous-sol centrafricain.

À la Russie s'ajoute la Chine. Plusieurs compagnies chinoises, parfois liées au géant de l'armement, Poly Technologies par exemple, sont présentes dans les régions minières du nord. Le gouvernement centrafricain a demandé à l'ONU, via Poly Technologies, la fourniture de drones et de canons antiaériens.

Certains membres du Conseil de sécurité de l'ONU, dont la France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont repoussé la demande d'au moins six mois. Certains de ces pays pensent que la livraison de ces armes se fait en échange de la délivrance de permis d'exploitation des sous-sols centrafricains.

Noël Ndong

L'ambassadeur Samuela Isopi visite les prisons réhabilitées par l'UE

La cheffe de délégation de l'Union européenne (UE) s'est rendue, le 6 août, dans les maisons carcérales de Ngaragba et de Bimbo, réfectionnées par son institution.

L'UE a mis trois cent mille euros pour la réhabilitation des deux prisons centrales et il était question de vérifier les travaux réalisés mais aussi les conditions de détention. La crise aigüe qu'a connue la République centrafricaine a une répercussion néfaste sur les infrastructures du pays dont la plupart sont en état de dégradation avancée. Et les prisons ne sont pas épargnées par cette situation. Compte tenu de leur nombre considérable, l'UE a mis un projecteur dans ce secteur pour les sécuriser.

Livio Granzotto, chef de l'équipe d'assistance technique de ce projet, salue l'initiative de l'UE. « L'intervention de l'Union européenne dans le cadre des prisons de Ngaragba et de Bimbo est une intervention d'urgence qu'on a mise en route en 2014 suite au coup d'Etat pour répondre au besoin de sécurisation y compris les problèmes sanitaires dans ces différents établissements pénitentiaires. On a surtout mis le paquet à Ngaragba, parce qu'il y a beaucoup plus de besoin.

Sur les trois cent mille euros octroyés pour le projet, deux cent soixante mille sont partis à Ngaragba », a-t-il expliqué.

Pour Samuela Isopi, cheffe de la délégation de l'UE en Centrafrique, la meilleure façon d'aider ce pays est de lui donner la possibilité de se prendre en charge. « Si on veut de ce pays, la première des choses à faire, c'est d'aider le gouvernement et le pays lui-même à se prendre en charge. C'est la forme de coopération la plus importante », a-t-elle conseillé.

C'est dans le cadre du projet de réhabilitation des secteurs de la justice et de la police en République centrafricaine que ces deux maisons carcérales ont été réhabilitées par l'UE.

La Prison de Ngaragba compte au moins huit cents prisonniers alors qu'elle a été construite pour en accueillir quatre cent cinquante.

RJDH

« Si on veut de ce pays, la première des choses à faire, c'est d'aider le gouvernement et le pays lui-même à se prendre en charge. C'est la forme de coopération la plus importante »

CÔTE D'IVOIRE

Divorce consommé entre Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié

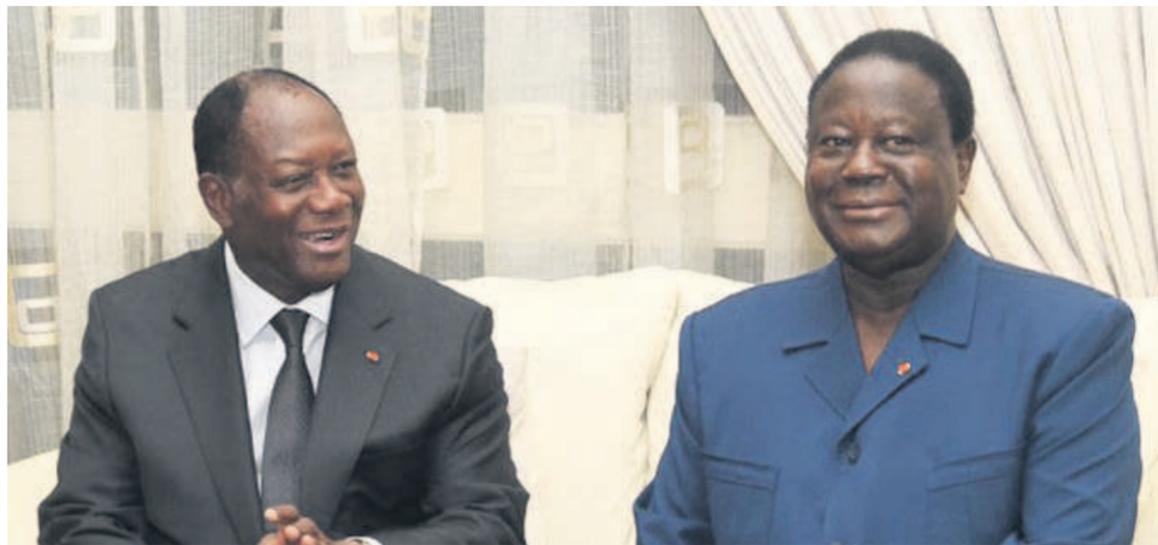
Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, ex-parti unique) a annoncé, hier, son retrait du processus de transformation du groupement politique du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, coalition au pouvoir) en un parti unifié dénommé RHDP sur initiative du chef de l'Etat.

Dans un communiqué paru le 9 août, le PDCI, le principal allié du Rassemblement des républicains (RDR, parti d'Alassane Ouattara) au sein du RHDP, a dénoncé des « irrégularités » dans la convocation, le 16 juillet dernier à Abidjan, de l'assemblée générale constitutive du parti unifié RHDP. Le communiqué fait suite à une rencontre mercredi entre Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara. Selon le communiqué, le PDCI a dénoncé la tenue de l'assemblée générale constitutive sans qu'elle n'ait été convoquée par son président Henri Konan Bédié, alors « président de la Conférence des présidents des partis membres du RHDP ». Le parti fondé par le premier président ivoirien, feu Félix

Houphouët-Boigny, s'est également interrogé sur « les motivations réelles de la précipitation avec laquelle le parti unifié dénommé RHDP a été lancé au mépris des délais minimaux de douze à dix-huit mois impartis pour la finalisation de ce projet ».

Alors que le PDCI proposait la création du parti unifié après la présidentielle de 2020, le RDR a insisté sur la constitution du parti unifié RHDP le 16 juillet avec le Mouvement des forces d'avenir (MFA), l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI) et deux autres petits partis.

Au regard de ces « irrégularités », le PDCI a renié sa signature du 12 avril sur l'accord politique pour la création d'un parti unifié



et « se retire du processus de mise en place du parti unifié dénommé RHDP ».

Le groupement politique RHDP a été créé à Paris (France) le 18 mai 2005 par les responsables de quatre partis politiques ivoiriens, le RDR, le PDCI, le MFA et l'UDPCI pour former un front unique contre le régime de l'ex-président Laurent Gbagbo. L'idée de la transformation

du RHDP en un parti unifié a été lancée par le président du PDCI, Henri Konan Bédié, dans son appel pour soutenir la candidature d'Alassane Ouattara pour un second mandat en 2015, étant entendu que le PDCI et le RDR devraient établir l'alternance au pouvoir dès 2020.

Les dissensions entre les deux poids lourds de la coalition au

Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié (DR) pouvoir ont été mises à jour par les velléités de candidature à l'approche de la présidentielle de 2020.

La rupture définitive est survenue quand Alassane Ouattara a affirmé n'avoir jamais fait de promesse à Henri Konan Bédié pour un soutien du RDR à une candidature du PDCI pour l'élection présidentielle à venir.

Xinhua



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.










Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations** :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



PROCESSUS ÉLECTORAL

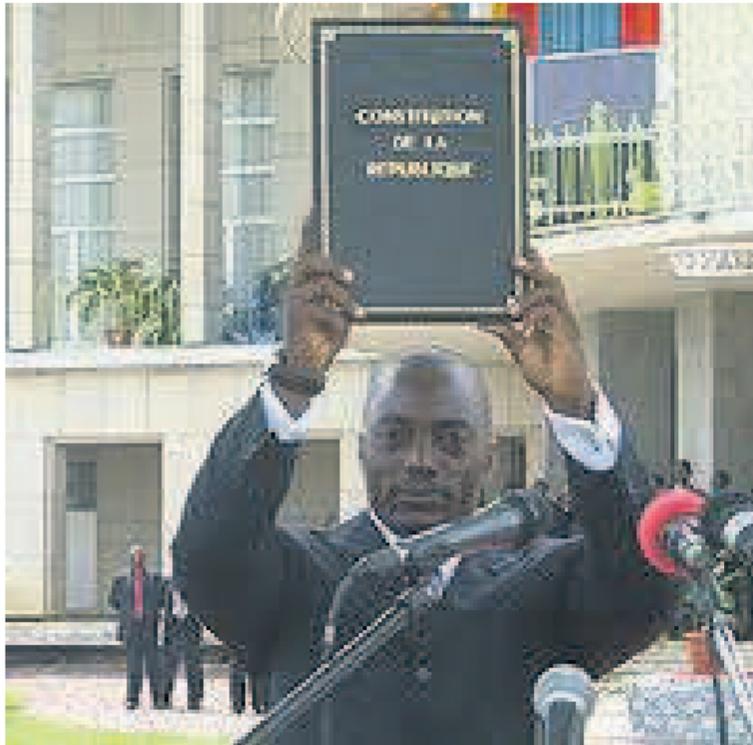
Le chef de l'État exhorté à décrier la situation politique

Saluant le respect de la Constitution par le président de la République qui a nommé un dauphin pour la prochaine élection présidentielle, les organisations de la société civile l'ont, en plus, appelé à mettre en œuvre les autres recommandations de l'Accord de la Saint-Sylvestre.

La société civile se félicite du respect de l'article 70 de la Constitution par le président Joseph Kabila, « en faisant annoncer qu'il ne se présente pas à la présidentielle du 23 décembre 2018 ». Elle invite, en outre, le chef de l'État à procéder urgemment à la mise en œuvre des mesures de décriation de la vie politique dans le pays.

Dans un communiqué conjoint du 8 août, les organisations de la société civile signataires ont, en effet, soutenu l'appel à la paix et à l'inclusivité de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncoc) du 7 août. Elles ont, par ailleurs, rappelé que l'Accord du 31 décembre 2016 a pour objectif de résoudre la crise politique née de l'interruption de

la régularité et la continuité du processus électoral. C'est dans cette optique qu'elles ont vivement recommandé la mise en œuvre du chapitre V relatif aux mesures de décriation restées en souffrance. Il s'agit, selon ces organisations, de la cessation des poursuites politiquement motivées contre Moïse Katumbi Chapwe ainsi que de la libération des prisonniers politiques emblématiques dont Eugène Diomi Ndongala, Franck Diongo Shamba, bâtonnier Jean-Claude Muyambo Kyassa ainsi que les prisonniers d'opinions tels Carbone Beni, Mino Bopomi, Cédric Kalonji, Grace Tshunza et Palmer Kabeya. Ces organisations ont rappelé que la décision de Joseph



Le chef de l'État, Joseph Kabila, brandissant la Constitution après l'avoir promulguée

Kabila de ne pas présenter sa candidature à la prochaine élection s'inscrit dans l'esprit de cet accord politique dont les autres points déjà appli-

qués sont, entre autres, le II.2 qui dit que « le président de la République reste en fonction jusqu'à l'installation effective de son successeur

élu » ; le III.2.2, qui stipule que « les députés et sénateurs restent en fonction jusqu'à l'installation effective de nouvelles assemblées législatives et délibérantes » ; et le III.3 qui note que « le gouvernement est dirigé par l'opposition ». Il y a également le chapitre VI, stipulant que « les membres du CNSA sont désignés pour assurer le suivi de l'Accord ».

Les ONG signataires de ce communiqué sont notamment Action contre l'impunité pour les droits humains ; Association congolaise d'accès à la justice ; Association africaine de défense des droits de l'homme ; Centre des droits de l'homme et du droit humanitaire ; Groupe d'action non-violence évangélique ; Humanisme et droit humain ; Institut de recherche en droits humains ; Justicia Asbl ; Maman ni maman et Nouvelle dynamique syndicale.

Lucien Dianzenza

Des journalistes renforcent leurs capacités professionnelles

Un atelier sur les libertés publiques en période électorale, organisé par l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) et le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), à travers son Bureau de terrain de Kinshasa, a réuni près d'une cinquantaine de journalistes de la presse écrite et de l'audiovisuel, du 7 au 9 août, dans les installations de la Mission onusienne.

L'atelier avait pour objectif, selon le président national de l'UNPC, Joseph-Boucard Tshilunde Kalonda, de renforcer les capacités de des professionnels des médias œuvrant à Kinshasa, « en cette période très cruciale pour le pays ».

Cette session de formation a tablé notamment sur les fondamentaux des droits de l'homme et libertés publiques (principes de base des droits humains, obligations de l'État, institutions des droits de l'homme aux niveaux national et international, fondamentaux des libertés publiques, cadre



Les participants à l'atelier photo Adiac

légal en RDC et au plan international, etc.) ; la liberté d'expression et droit à l'information en période électorale (liberté d'expression et droit à l'information, les principes de base et cadre légal, la liberté de la presse et ses limites, les infractions de presse en matière électorale, la régulation et l'autorégulation de la presse en RDC, le droit à l'information en RDC, le devoir des médias d'informer en période électorale) ainsi que la notion d'ordre

public et d'usage de la force par les agents étatiques pendant les manifestations pacifiques (cadre légal national et international pour le rétablissement de l'ordre public et l'usage de la force par les agents étatiques, les conditions d'utilisation de la force et ses limites).

Il y a eu également le processus électoral (le mandat de la division électorale, ses missions et rôles, état d'avancement, les défis du processus électoral) ; la protection

des journalistes en période électorale (organisations et mécanismes de protection des journalistes aux niveaux national et international) ; éthique et déontologie des journalistes en période électorale (code de déontologie des journalistes, protection des sources, professionnalisme, impartialité, exactitude, rôle des journalistes dans la protection et le respect des droits de l'homme et des libertés publiques) ; la protection des

journalistes en période électorale (mécanismes de protection du BCNUDH) et la couverture médiatique du processus électoral (professionnalisme, impartialité et équité dans la couverture du processus électoral, comment couvrir les différentes phases du processus électoral).

Parmi les intervenants, l'on a noté les membres du BCNUDH (Bureau de Kinshasa) et de la police des Nations unies, des professeurs d'université, des juristes et défenseurs des droits de l'homme et de la liberté de la presse, les membres de la section électorale et de l'Unité de protection de la Monusco ainsi que ceux de la Radio Okapi. Après des exercices pratiques sur les reportages électoraux sensibles aux droits de l'homme, des certificats de participation ont été remis aux différents professionnels des médias qui ont bénéficié de ce renforcement des capacités.

L.D.



AVIS DE RECRUTEMENT Gestionnaire de programme développement rural

Contrat à durée indéterminée comprenant une période d'essai de 6 mois.
Poste ouvert aux ressortissants des Etats ACP ou de l'Union européenne.

Missions principales, sous la supervision du chef de section coopération le gestionnaire de programme est chargé :
-d'élaborer et de mettre en œuvre, des projets, programmes et activités relevant de la coopération République du Congo - Union européenne dans les domaines suivants : développement rural y compris la filière sucre, eau et assainissement en milieu rural, aménagement du territoire et développement local.
-de contribuer aux exercices de programmation de l'aide de l'UE au Congo (dans les domaines de sa compétence).
-de contribuer au suivi, à la structuration et l'approfondissement du dialogue de politique sectorielle (dans les domaines de sa compétence)
-de contribuer à la rédaction des rapports réguliers de la délégation (dans les domaines de sa compétence)
-de contribuer à la coordination interne et externe

Profil:
-Formation universitaire ou équivalente de 4 ans au minimum, développement rural, gestion de l'eau et de l'assainissement, aménagement du territoire, développement local, économie

du développement
-Expérience professionnelle minimale dans une fonction du niveau du diplôme: 2 ans
-Connaissance des principes et techniques d'évaluation des programmes et projets
-Connaissance des méthodes et techniques de suivi de projets
-Connaissance de la gestion des contrats
-Excellente connaissance du français et bonne connaissance de l'anglais.
-Qualités personnelles: bonne capacité d'adaptation, sens élevé des relations humaines, respect de l'éthique et de la déontologie, grande capacité de travail, capacité de coordination et de communication.

Les candidatures doivent être composées de :
• 1 lettre de motivation,
• 1 curriculum vitae dûment rempli exclusivement selon modèle «UE», à demander à l'adresse suivante:
delegation-congo-brazzaville-hoa@eeas.europa.eu
• les noms et contacts de deux personnes de référence pouvant être consultées.

N.B: Candidatures uniquement adressées par email à l'adresse suivante:
«delegation-congo-brazzaville-hoa@eeas.europa.eu»
et date d'échéance le 10/09/2018 à 13h.

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Chemises à rabat

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gouesso
Brazzaville - République du Congo

Le vice-président du Rassemblement pour la démocratie et le développement, Jean-Jacques Yhomby-Opango, a l'immense peine d'annoncer aux militantes et militants du parti, le décès, le samedi 4 août 2018 à Brazzaville, de leur compagnon Brice Bruno Okemba Elenga, membre du bureau exécutif national, secrétaire national à l'éducation, la science et la technologie, conseiller municipal du district de Pokola.
La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



Djason Philosophe, les familles Peya et Lokenga ont la profonde douleur d'informer parents, amis et connaissances du décès de Emilie Peya, le 5 août 2018 à Brazzaville.
La veillée mortuaire a lieu, au n°65 bis de la rue Likouala à Poto-Poto en face de l'école 15 août.
Le programme des funérailles vous sera communiqué ultérieurement.

NÉCROLOGIE

La famille Nsembo et les petits-fils Leto-Kouba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Simon-Pierre Manima (Castel-Ma Simon), le 2 août 2018 à Luanda, en Angola.
La veillée mortuaire se tient au n°38 de la rue Loudima, à Mougali (vers Madoukoutsiekélé).
Le programme des funérailles vous sera communiqué ultérieurement



Vous venez de perdre un être cher et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches

Une équipe de professionnels est à votre disposition



E-mail.: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr
84, bd Denis Sassou N'Gouesso Immeuble
les Manguiers (Mpila), Brazzaville



PROCESSUS ÉLECTORAL

Jean-Claude Kyungu Kabila dénonce des élections fantaisistes

À peine libéré de la prison où il a été détenu pendant près d'une année et demie, le président national de l'Union du peuple congolais engagé (UPCE) est sorti de son silence, en dénonçant une Commission électorale qui n'est pas indépendante et un appareil judiciaire qui fonctionne en faveur du pouvoir en place.

Le point de presse tenu le 8 août dans la commune de Ngaliema, à Kinshasa, a permis au président national l'UPCE, Jean-Claude Kyungu Kabila, de lancer un appel au peuple congolais pour le boycott des élections attendues au 23 décembre et à proposer un troisième dialogue en vue de baliser le chemin pour une société plus stable. Décrivant l'impasse dans laquelle le pays se trouve depuis plusieurs décennies, cet acteur politique note que les élections, la machine à voter, la loi électorale, etc., n'étaient que « des manœuvres dilatoires des personnes animées de mauvaise foi et mal intentionnées pour gagner du temps en vue de se pérenniser au pouvoir ».

Pour Jean-Claude Kyungu Kabila, la situation politique à laquelle le pays fait face n'était pas à prendre à la légère. Notant que la RDC était à la quête d'une alternance qui la sortira de cette crise, le président national de l'UPCE a rassuré que cette alternance va résoudre beaucoup de problèmes qu'a connus le pays pendant plusieurs décennies.

Pour la sortie de l'impasse, l'UPCE et son président national disent « non aux élections



Jean-Claude Kyungu Kabila face à la presse/Adiac

», ne voulant pas y aller, selon eux, avec une Commission électorale qui n'est pas indépendante, un appareil judiciaire qui fonctionne en faveur du pouvoir en place. « Comment gagner un match pendant que les organisateurs, voire les arbitres, tous sont contre vous ? C'est un match perdu d'avance et nous demandons à ce que ces élections fantaisistes soient boycottées car celles-ci couvrent beaucoup d'irrégularités », a-t-il averti.

Un autre et dernier dialogue Dans les propositions de la sortie de la situation d'impasse politique, l'UPCE propose un troisième dialogue qui sera considéré, selon elle, comme le

litiques à se pérenniser au pouvoir et à prolonger l'organisation des élections démocratiques et apaisées, au lieu d'être la voie de sortie de cette crise politique dans le pays

a déploré Jean-Claude Kyungu. Alors que, s'est-il aussi plaint, ces deux dialogues n'ont pas, non plus, traité de la question de l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Des matières à débattre lors du dialogue qu'elle propose, l'UPCE veut inscrire notamment la dissolution du Conseil national de suivi de l'Accord dont la mise en place est considérée par ce parti comme des dépenses inutiles et futiles pour le pays. « Cette commission n'a pas sa raison d'être car elle a failli à sa mission », a fait constater Jean-Claude Kyungu Kabila. Ces énièmes pourparlers devront également traiter de la modification de l'article 70 de la Constitution alors qu'ils doivent insister sur la stricte application des articles 151 et 152.

La Cénici devra également, estime ce parti, profiter de cette occasion pour communiquer la date et le calendrier réels qui respectent toutes les normes du processus électoral visant des élections apaisées, crédibles, libres, démocratiques et transparentes. Pour y parvenir, a conseillé ce parti politique, la Centrale électorale devra se débarrasser de toutes les irrégularités qui constitueront un frein pour le déroulement des élections. Parmi ces irrégularités, il a été noté la machine à voter qui n'a pas été prévue dans la loi électorale, a martelé l'UPCE.

Lucien Dianzenza

dernier et qui devra permettre d'obtenir l'alternance « digne de son nom » et aboutir aux élections apaisées, libres, démocratiques et transparentes. Regrettant que les deux premiers dialogues aient été un échec, voire une « arnaque » pour le pays, Jean-Claude Kyungu Kabila a noté que ces pourparlers ont plus été « un appel d'offre d'emploi pour les politiciens quémandeurs des postes et un moyen pour amener certains acteurs po-

». Il a poursuivi que les précédentes rencontres n'ont pas pu, non plus, résoudre la question sur les faiblesses de la Constitution qui sont exploitées par la majorité sortante qui refuse d'organiser les élections telles que prévues par cette loi fondamentale, en exploitant abusivement le contenu de l'article 70. « Et c'est le seul article qui a pris tout un pays, tout un peuple en otage en faveur d'une frange des politiciens »,

SITUATION POLITIQUE

René Ilume réagit au communiqué de la Céncoco

L'ambassadeur de la RDC au Sud-Soudan et pasteur évangélique, en séjour à Kinshasa, a donné son avis sur la toute dernière déclaration des évêques catholiques qui exprimaient leur vive préoccupation face à la volonté affichée par les autorités congolaises d'exclure certains candidats à la présidence de la République.

« C'est un étonnement, une surprise à l'idée qu'une grande Église, l'Église catholique, soit amenée à faire des déclarations qui ne tiennent pas compte de la justice comme arme dont nous disposons, en tant que chrétiens ou « Jésus-christien » pour lutter contre le mal (Ephésiens 6-10-18). L'Église catholique ne fait aucun cas du troisième fruit de l'esprit qui est l'évangile de paix. L'Église catholique doit être au milieu du village, et ne chercher que la paix, au lieu de séparer les esprits et inciter à la révolte et la violence », a d'emblée déclaré le diplomate

et homme de Dieu. Si l'Église catholique est réellement fidèle et soumise à Jésus-Christ, a continué René Ilume, elle doit plutôt rechercher à mettre en œuvre les valeurs chrétiennes ou « Jésus-christiennes » que sont l'amour et la paix et non être une église partisane, prenant partie pour un bord sans tenir compte des erreurs de ce bord. Et il a fait observer : « L'Église ne doit pas non plus perdre de vue que l'Accord de la Saint-Sylvestre ne remplace pas la Constitution ni les lois nationales. Hors, le droit dit que tout acte

qui ne se conforme pas à la Constitution est nul et de nul effet. Si l'Accord remplace la Constitution, je pense qu'on ne doit plus parler de mandat aussi. Donc qu'on ne parle plus de Constitution. Hors, un État sans loi fondamentale n'en est pas un ». Hors, a-t-il noté, la Constitution est là, et la gestion du pays par le président Kabila est constitutionnelle. Et la Constitution dit que le président de la République reste en fonction jusqu'à la remise et reprise avec un autre président élu. « Si nous dénonçons au président de la République ses droits et ne reconnaitre que ceux des autres, c'est de l'injustice que l'Église ne doit pas commettre. Je lance un appel pressant à nos frères catholiques de nous rejoindre dans

notre démarche de « Christocratie », c'est-à-dire dans l'idéologie ou la doctrine où les valeurs chrétiennes sont mises en avant dans la gestion



Le pasteur et ambassadeur de la RDC au Sud-Soudan, René Ilume Tembele

du pays », a conseillé le pasteur René Ilume.

Selon lui, l'Église catholique devrait, sans passer par les médias, être capable d'aller voir le président Kabila, lui prodiguer des conseils et l'écouter aussi, le comprendre et en même temps, se rapprocher aussi de Moïse Katumbi et lui prodiguer des conseils. « Nous sommes en face de quelqu'un qui détiendrait une double nationalité et l'Église ne devrait pas encourager cela. En plus, il a des démêlés judiciaires au pays. Ces deux questions le concernant doivent être résolues. Je ne connais pas Moïse et je n'ai rien contre lui. Mais il s'agit juste de considérer la réalité des choses », a souligné l'ambassadeur Ilume.

Martin Engimo

PRÉSIDENTIELLE

Vingt-six candidats enregistrés par la Céni

En attendant la publication des listes provisoires des candidats retenus, le 24 août, vingt-six dossiers de candidatures à la magistrature suprême ont été enregistrés à la Centrale électorale à la clôture, le 8 août, de l'opération de dépôt des candidatures.

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) a officiellement clôturé, le 8 août, l'opération de dépôt des candidatures pour les élections législatives et présidentielle. Alors que les bureaux de réception et de traitement des candidatures (BRTC) fermaient leurs portes, d'autres candidats se bousculaient encore au portillon munis de leurs dossiers. Au siège de la Céni sur le boulevard du 30-juin où les postulants à la présidentielle faisaient acte de candidature, le personnel était obligé d'aller au-delà des heures requises pour recevoir ceux qui traînaient encore dans la file d'attente. Des jetons leur ont été remis. C'est ainsi que jusque tard dans la

soirée, la Céni réceptionnait encore quelques dossiers au nom de l'inclusivité censée caractériser les prochaines élections.

Un communiqué de la Centrale électorale publié le même jour annonçait que cinq jours supplémentaires d'ajout, retrait ou substitution qui prendront cours du 9 au 13 août étaient accordés aux candidats dont les dossiers étaient incomplets. La prochaine étape et non la moindre sera sans doute celle du traitement de chaque dossier pris individuellement pour valider ou invalider les candidatures, conformément à la loi électorale et à la Constitution. La suite ce sera la transmission des dossiers physiques des candidats députés nationaux et la délibération par l'assemblée plénière de la Céni. Elle se déroulera du 14 au 23 août. C'est le 24 août que seront publiées les listes provisoires des candidats à la présidentielle et à la députation nationale. La gestion des contentieux des candidatures

à ces deux scrutins aura lieu du 25 août au 4 septembre.

L'opposition se taille la part du lion

À présent, l'heure est à l'évaluation des candidatures enregistrées par la Céni. L'institution électorale s'est félicitée, à juste titre d'ailleurs, de la forte implication du personnel politique dans le processus électoral. Cela s'est traduit notamment par l'engouement suscité par l'opération de dépôt de candidatures. Au total, vingt-six candidats ont fait acte de candidatures à la présidentielle du 23 décembre prochain, une nette progression par rapport aux précédents scrutins présidentiels (2006 et 2011). Sur la liste, l'on retrouve quatre femmes dont Marie José Ifoku et Laure Marie Kawanda. L'opposition tient le haut du pavé en se taillant la part du lion avec un grand nombre des candidats, presque tous mus par la volonté de parvenir, à la fin, à une réelle en-

La liste des vingt-six candidats à la présidence de la République à la clôture le 8 août des BRTC se présente de la manière suivante :

1. Emmanuel Ramazani Shadary
2. Adolphe Muzito
3. Samy Badibanga
4. Martin Fayulu
5. Yves Mpunga
6. Théodore Ngoy
7. Honoré Ngube
8. Gabriel Mokia
9. Radjabo Mbira
10. Marie José Ifoku
11. Pasteur Maluta
12. Bébé Malwalwa
13. Laure Marie Kawanda
14. Antoine Gizenga
15. Charles Diavena Lutadila
16. Noël Tsiani
17. Michel Okongo
18. Sylvain Maurice Masheke
19. Seth Kikuni
20. Jean Pierre Bemba
21. Félix Tshisekedi
22. Vital Kamerhe
23. Kin Kiey Mulumba
24. Daniel Shekomba
25. Freddy Matungulu
26. Jean Paul Mokia.

tente censée déboucher sur une candidature commune. Viennent en ordre utile, les indépendants qui tenteront

de jouer aux trouble-fêtes et dont le report des voix, en cas d'éventuels désistements, se négocieront très cher. Enfin, il y a le Front commun pour le Congo, la plate-forme présidentielle, dont le seul atout est de s'être présentée en bloc compact avec un candidat unique, nonobstant l'escapade de Tryphon Kin-Kiey Mulumba qui joue sa partition en solitaire.

En attendant la publication des listes provisoires des candidats retenus, les spéculations vont bon train dans le pays quant au profil des uns et des autres dont les chances d'accéder à la magistrature suprême seront évaluées par rapport à leurs faits de gestion. Le peuple congolais qui, entretemps, a mûri depuis les élections de 2006 et 2011, entend cette fois-ci opérer le choix de la raison en apportant ses suffrages aux plus méritants sur la base d'un projet de société qui prendra en compte ses aspirations au mieux-être.

Alain Diasso

JEUX AFRICAINS DE LA JEUNESSE D'ALGER 2018

La délégation congolaise regagne enfin Kinshasa

Le calvaire des jeunes athlètes de la République démocratique du Congo (RDC) dans la capitale algérienne a pris fin le 8 août, après avoir été abandonnés à eux-mêmes pendant dix jours à la fin des compétitions, sans billets d'avion pour retourner au pays.

La délégation congolaise composée de quarante et une personnes dont trente et un athlètes s'est retrouvée abandonnée dans la capitale algérienne, dépourvue de moyens pour regagner Kinshasa. La RDC a pourtant glané douze médailles, dont deux en or, au cours de ces Jeux africains de la jeunesse organisés du 18 au 28 juillet en terre algérienne.

Délaissée à la fin des compétitions, la délégation a littéralement trimé, de quoi révolter des consciences, alors que ces athlètes de football, escrime, judo, badminton, cyclisme, tennis de table, boxe et rugby sont allés compétrer sous les couleurs du drapeau national. Les athlètes n'avaient pas de billets d'avion pour retourner au pays, a-t-on soufflé. À Kinshasa, il n'y pas eu d'explications claires à ce sujet. Selon des indiscretions, cette situation résulterait de certaines personnes qui auraient récupéré

des commissions sur les achats des billets d'avion.

À Alger, la délégation a d'abord été privée d'eau et d'installations sanitaires au village olympique avant d'y être déguerpie. Des mineurs de 14 ans se sont retrouvés sans nourriture, certains sont tombés malades dans un hôtel, sous menace d'être chassés. Il ne leur restait qu'à faire l'aumône au pays de Bouteflika. Une situation qui a terni de plus en plus l'image de la RDC. Déjà, certains athlètes n'ont pas du tout participé aux Jeux, étant arrivés en retard à cause de la lenteur prise dans les démarches de voyage. Sur cette question, le ministre des Sports a pointé récemment du doigt le secrétaire général du Comité olympique congolais (COC), Herman Mbonyo. Actuellement en séjour en France, ce dernier pourrait donner certainement sa version des faits dans les jours à venir. Face à cet affront à Alger, l'on apprend que le président du COC, Amos Mbayo, et le trésorier Bobo Bondembe ont payé les billets d'avion pour le retour des jeunes athlètes à Kinshasa par le vol de la compagnie Air Algérie. La délégation est donc rentrée mercredi dans la soirée.

Martin Engimo

ECONOMIE

Renforcer la coopération entre le secteur financier et le monde des affaires

La deuxième édition de la Semaine des coopératives et des PME s'est clôturée le 8 août, avec un vibrant appel à consolider la relation entre les deux partenaires dans un secteur aussi stratégique que la sécurité alimentaire et sociale dans le pays.

Les coopératives et les entreprises (PME) se sont retrouvées à Kinshasa pour une ultime rencontre sur les voies et moyens de mieux baliser le terrain pour une coopération plus productive et capable d'impacter la vie des millions de Congolais. Une telle démarche visait à doter le pays de PME véritablement autonomes et capables de consolider les communautés. En tout cas, c'est l'avis de la Nouvelle chambre de commerce nationale qui a organisé cette activité. Son objectif était de pousser les coopératives déjà très actives dans le domaine de la sécurité alimentaire et sociale à examiner des nouvelles possibilités pour continuer à répondre aux besoins locaux et stimuler la croissance à l'échelle locale. Ces dernières années, les efforts consentis dans le secteur financier ont permis aux institutions du secteur dont les banques, les coopératives et les institutions de micro-finance d'améliorer la qualité de l'offre. Pour la bonne nouvelle, les comptes ou-

verts au sein des institutions financières sont passés de cinq cent mille à près de quatre millions dans la période comprise entre fin 2011 et fin septembre 2017. Par ailleurs, il faut noter que les perspectives économiques à court et moyen termes restent très encourageantes, avec une stabilité du marché de change, de biens et de service.

À présent, il s'agit de mutualiser les ressources pour permettre aux PME de mieux accéder à l'information, à la finance et aux nouvelles technologies. Pour la chambre, il est indiscutable que les coopératives jouent un rôle essentiel dans l'appui aux communautés. Au-delà, elles contribuent significativement dans l'offre des emplois productifs aux femmes, aux jeunes, aux handicapés et aux personnes âgées. Cette liste peut s'étendre à d'autres acteurs victimes de discrimination. D'où le plaidoyer de la Nouvelle chambre de commerce nationale en faveur d'un plan d'action appuyé et d'une stratégie à long terme. Les participants aux travaux ont pu s'atteler à ces deux tâches qui permettront de consolider les programmes et de développer des nouvelles activités qui répondront aux besoins des coopératives. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA

La vaccination, une composante importante

L'opération constitue une réponse capitale dans la riposte contre la maladie, en plus d'autres stratégies telles la prise en charge médicale des cas et la sensibilisation communautaire.

Pour arrêter la propagation de la dixième épidémie à virus Ebola qui s'est déclarée dans le Nord-Kivu, une campagne de vaccination a démarré le 8 août dans l'aire de santé de Mangina, située dans la zone de santé de Mabalako. « La vaccination est une composante importante dans la lutte contre Ebola. C'est la raison pour laquelle les vaccins ont été acheminés rapidement et en priorité pour protéger les travailleurs de santé et la population », a indiqué le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga.

Au total, trois mille deux cent vingt doses du vaccin rVSV-Zebov sont actuellement disponibles dans le pays. Un accord entre l'Alliance Gavi et Merck, qui a mis au point le vaccin utilisé à titre expérimental, prévoit la disponibilité des doses supplémentaires.

Contrairement aux autres vaccins, le vaccin contre Ebola ne concerne pas tout le monde.



Le ministre de la Santé, le Dr Oly Ilunga, déterminé à vaincre cette dixième épidémie à Mangina

Il s'agit d'une opération qui se fait en ceinture, c'est-à-dire elle cible certaines personnes qui sont à l'avant plan, au fait exposées à contracter et propager cette grave maladie. Il s'agit notamment des prestataires des soins, des personnes contacts et des contacts de contacts.

Pour la présente campagne qui se déroule à Mangina et à Beni, le ministre provincial de la Santé et le coordonna-

teur provincial du Programme élargi de vaccination étaient les deux premières personnes à se faire vacciner afin de rassurer la population. Ensuite, le tour est revenu aux professionnels de la santé de première ligne du centre de santé de référence de Mangina qui avaient été en contact avec les cas confirmés.

Les partenaires de la République démocratique du Congo (RDC), notamment l'Organi-

sation mondiale de la santé (OMS) salue le leadership du gouvernement dans l'organisation rapide de la réponse à cette dixième épidémie. « Encore une fois, la RDC a démontré un fort leadership dans la réponse rapide à cette épidémie », a déclaré le Dr Tedros, le directeur général de l'OMS qui a, en outre, souligné que la maladie à virus Ebola était agressive. « Nous devons y répondre avec force. Introduire la vacci-

nation aussi rapidement est un des principaux outils au début de la réponse », a-t-il soutenu.

Pour sa part, la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Matshidiso Moeti, a salué la solidarité régionale dans la lutte contre cette maladie qui sévit en RDC pour la dixième fois. « Nous sommes fiers de la solidarité manifestée au niveau régional dans le cadre des efforts de vaccination et nous sommes sûrs que la région africaine saura démontrer une fois encore les solides capacités dont elle dispose dans le cadre de la riposte à cette flambée », a-t-elle assuré.

L'OMS a fourni un soutien logistique afin d'établir les conditions de la chaîne de froid et des équipements nécessaires pour mener à bien la vaccination. En outre, elle facilite les concertations autour des protocoles à mettre en place ainsi que les discussions avec le fabricant du vaccin et les autorités nationales. Enfin, l'OMS contribue au déploiement des équipes d'experts de la vaccination de la Guinée aux côtés des vaccinateurs congolais qui sont déjà sur le terrain.

Blandine Lusimana

DIASPORA

Les Congolais de l'étranger de plus en plus sollicités dans les événements locaux

Bismack Biyombo, célèbre joueur congolais de basketball évoluant à la NBA, a fait vibrer durant deux jours, soit du 7 au 8 août, l'Institut supérieur du commerce de Kinshasa à l'occasion d'un grand tournoi destiné à promouvoir cette discipline sportive dans le pays.

Signalé dernièrement dans l'est du pays, le basketteur et social-entrepreneur, Bismack Biyombo, n'est pas à sa première grande réalisation dans son pays d'origine, la RDC. Le Kivu est une province chère à l'illustre basketteur qui y a érigé l'école Kivu international school qui s'occupe de promouvoir les jeunes congolais dans cette partie meurtrie du pays. Au cours de nombreuses inter-

views, l'homme s'est dit attaché à la construction des infrastructures sportives et scolaires dignes de ce nom sur l'étendue du territoire national. Par ailleurs, Bismack Biyombo est aussi le président d'une fondation plutôt active dans le pays. Il explique son niveau d'engagement social par la nécessité, voire l'urgence pour la diaspora d'intervenir plus efficacement sur le principal chantier de développement souvent éludé du pays : l'éducation.

Du 7 au 8 août, Bismack Biyombo a rehaussé de sa présence le tournoi de basketball qui a eu lieu dans le principal établissement supérieur de commerce de

Kinshasa, voire du pays. Une occasion pour les jeunes congolais de découvrir leur compatriote évoluant dans une célèbre équipe professionnelle de basketball basée aux États-Unis d'Amérique. En effet, il joue depuis deux saisons dans les Orlando magics. Aussi l'initiative d'un tournoi de basketball, a-t-elle bénéficié, d'un soutien sans faille de plusieurs acteurs locaux qui suivent traditionnellement le jeune basketteur dans ses déplacements en RDC. Sponsor de l'événement, la banque TMB a adressé une invitation à ses nombreux clients pour soutenir le tournoi qui a prévu au total deux rencontres sportives.

Au regard du déficit criant de modèle, beaucoup de jeunes congolais sentent l'intérêt de se tourner vers cette diaspora présentée à tort ou à raison comme une alternative crédible face à la quasi-démision de l'État. Ces Congolais ne font pas qu'assister leurs compatriotes restés au pays à travers des transferts de fonds. Le rôle de la diaspora prend de plus en plus une autre dimension, plus économique. Bismack Biyombo en est même convaincu, lui qui jure sur la consolidation de l'intervention de la diaspora dans ce domaine pour garantir un meilleur rendement des jeunes. Pour lui, rien n'exclut une contribution significative de la diaspora dans les af-

fares économiques du pays. Aujourd'hui plus qu'hier, il devient important de présenter une nouvelle image du pays à l'étranger après le vide manifeste laissé par l'État congolais. Se joignant à l'analyse du sportif, un acteur économique qui a requis l'anonymat déplore la faible implication des représentations diplomatiques de la RDC à l'étranger pour attirer non seulement les Congolais de la diaspora mais aussi les investisseurs étrangers intéressés à investir dans le pays. Il faut une meilleure politique d'accompagnement de l'État et de mise en lumière des opportunités d'investissement.

Laurent Essolomwa

6^E ART

La Compagnie des Marconte annonce la nouvelle création de la pièce «Mbong'wa Balong»

La résidence de création du spectacle pluridisciplinaire de cinquante-cinq minutes utilisant des marionnettes portées, à gaine, à fils et à silhouettes aura lieu en octobre, soit à Kinshasa à l'Institut français (Halle de la Gombe), soit à Matadi dans la province du Kongo central.

«Mbong'wa Balong» (argent des enseignants dans un dialecte du Grand Bandundu), est un spectacle créé depuis 2013 sur demande de l'association italienne Patrizio Paoletti. Il avait été présenté à l'espace Masolo à Kinshasa, du 1^{er} au 23 janvier de la même année, puis au quatrième séminaire de formation des enseignants et administratifs des écoles organisé par cette association italienne, dans le cadre du programme pédagogique pour le troisième millénaire. Ce programme encourage l'illustration pédagogique ainsi que l'utilisation efficace de l'internet dans l'enseignement. La Compagnie théâtre Marconte (Marmite des conteurs) pense de la sorte entrer en contact avec des enseignants afin de sortir d'une certaine routine pédagogique. C'est ainsi que du 10 avril au 23 mai 2013, il y a eu une deuxième création de



La Cie du théâtre de Marconte sur scène

«Mbong'wa Balong» à l'Espace Masolo, avant sa présentation à l'Institut Mont-Amba vers l'Université de Kinshasa. Mais depuis, il n'y a plus eu de présentation de ce spectacle. Sunda Masampu Ngonde, alias Skonde, auteur de la pièce, a donc travaillé sur une nouvelle création de celle-ci dont l'objectif est d'amener le gouvernement à assumer pleinement ses responsabilités dans l'enseignement et l'éducation

de la jeunesse. Aussi les enseignants doivent-ils respecter leur vocation et les parents devraient veiller à l'éducation de leurs enfants. La particularité du spectacle est de débiter par une forte comédie et finir dans un silence tragique. C'est l'histoire d'un enseignant qui a dix-sept enfants dans sa classe et n'est pas rémunéré depuis 241 mois. Il étale souvent sa misère à qui veut l'entendre, même à ses

élèves. De ce fait, il a perdu son autorité devant sa femme et dans sa communauté. Il devient cumulard et ce qu'il dispense comme enseignement est biaisé à cause de cette injustice du gouvernement. « Depuis plus de vingt ans, le niveau d'enseignement scolaire en RDC s'est sensiblement dégradé pour des raisons d'ordre social et politique. Les enseignants qui étaient socialement respectés et bien rémunérés

au lendemain de l'indépendance ne le sont plus depuis la décennie 1980. L'État a négligé ce secteur vital de la vie nationale, les salaires des enseignants sont devenus insignifiants, la misère a élu domicile dans leur vie, aussi se sont-ils livrés à des pratiques prohibées pour survivre : monnayage des points, mendicité, chantage, etc. Le métier étant chosifié, ils sont devenus cumulards et les élèves ont été sacrifiés par rapport à la qualité de l'enseignement. Et depuis plus de trente ans, la situation n'a pas du tout évolué. Nous avons créé cette pièce pour interpeller les autorités concernées afin d'améliorer cette situation », a expliqué Sunda Masampu Ngonde, résumant la note d'intention de la pièce. Lui qui est né en 1985 a grandi avec cette situation chaotique de l'enseignement scolaire en RDC.

L'idée et le scénario de « Mbong'wa Balong » sont de Sunda Masampu Ngonde et Martin Makitakow. La mise en scène est de Célestin Kauset Mokono. La régie est assurée par Mavi Wenzu. La conception des marionnettes est de Skonde, assisté de Chardy Masamuna. Skonde est soutenu dans la production par le Centre de recherche et de représentation d'œuvres d'art.

Martin Engimo

LUTTE CONTRE LE SIDA

Vers la redynamisation du conseil interconfessionnel

La préoccupation a été au centre d'un atelier tenu, le 8 août, au siège du Programme national multisectoriel de lutte contre le sida (PNMLS) à Kinshasa.

Le séminaire a mis en présence des délégués des confessions religieuses, notamment ceux de l'Église catholique, Christ au Congo, Armée du salut, Orthodoxe, Églises de réveil, indépendantes, Kimbanguiste et de la Communauté islamique du Congo pour réfléchir sur comment renforcer leurs capacités dans la riposte contre le sida. Au cours de cette réflexion, il était aussi

question pour les participants de voir dans quelle mesure ratifier la charte créative du comité interconfessionnel de lutte contre cette pandémie.

Après une brève présentation du processus de redynamisation et des recommandations issues de l'analyse de situation du conseil interconfessionnel de lutte contre le sida (CIC/sida) par le consultant, indique une dépêche de l'«Agence congolaise de presse», les délégués des confessions religieuses ont procédé à l'intégration des feedbacks préalablement élaborés par leurs hiérarchies sous forme d'un draft de l'avenant de l'acte constitutif de CIC/sida.

Toujours pour renforcer la lutte contre cette maladie, la tuberculose et le paludisme qui sont cités parmi les principales causes de la mortalité en République démocratique du Congo, il est prévu la mise en place d'une cellule de coordination dans les différentes confessions religieuses.

Trente-cinq personnes issues de ces confessions, des staffs du PNMLS, de l'Onusida, du Pnud, du Cornela+, du bureau diocésain des œuvres médicales, du Sanru, du Cordaid, de l'Unicef, de Caritas, du ministère de l'Éducation, de celui de la Culture et arts et du PNLs ont pris part à cet atelier.

Blandine Lusimana

LE COURRIER DE KINSHASA
www.lesdepeschesdebrazzaville.com

BON PLAN! RECRUTEMENT

Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES
rejoignez notre équipe marketing

+243.856.43.6723

Immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

TOURNOI QUALIFICATIF
À LA CAN U-17Le Congo
face à
la RCA en
demi-finale

Les Diables rouges et les jeunes Fauves de l'Oubangui vont disputer, le 10 août à Bata, en Guinée équatoriale, le ticket qualificatif à la finale. L'autre demi-finale opposera le Cameroun à la Guinée équatoriale, pays hôte. Les vainqueurs de ces deux rencontres en découvriront en finale le 12 août. Seul le champion sera qualifié à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) des moins de 17 ans, prévue en 2019 en Tanzanie.

En rappel, le Congo a obtenu sa qualification en demi-finale grâce à sa victoire face à la Guinée équatoriale 2-0 puis le match nul concédé devant la République démocratique du Congo. La République centrafricaine (RCA) s'est qualifiée de justesse en prenant le dessus sur le Tchad 3-2 après sa lourde défaite 1-7 face au Cameroun.

Rominique Makaya

LITTÉRATURE

Mohammed Mbouggar Sarr signe «Silence du chœur»

L'ouvrage a été sélectionné parmi les dix finalistes du «Prix des cinq continents» de l'Organisation internationale de la francophonie. La remise du Prix aura lieu, le 9 octobre, à Erevan, en Arménie.

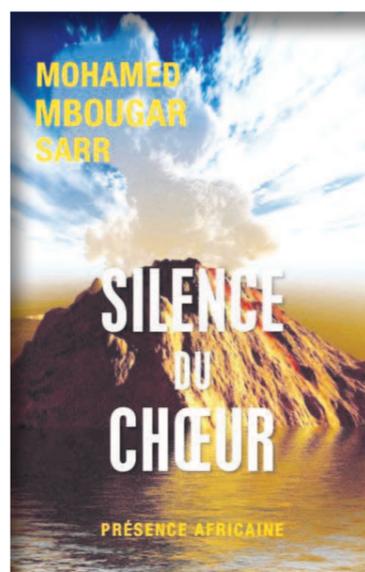
«Silence du chœur» est un roman de 415 pages paru aux éditions Présence Africaine. Cet ouvrage aborde le sujet de la migration clandestine vers l'Europe avec son lot de drames. Dans ce livre, Mohammed Mbouggar Sarr raconte l'arrivée dans un petit village sicilien, appelé Altino, d'un groupe de soixante-douze hommes venus d'Afrique subsaharienne. Ils sont «immigrés», «réfugiés» ou «migrants». À Altino, ils sont surtout les ragazzi, les «gars» que l'association Santa Marta prend en charge. Leur présence bouleverse le quotidien de ce village en inspirant la pitié chez les uns et la haine chez les autres.

Les ragazzi croisent toutes sortes de figures, notamment un curé atypique qui réécrit leurs histoires; une femme engagée à leur offrir l'asile; un homme déterminé à le leur refuser; un ancien ragazzo devenu interprète ou encore un poète sauvage qui n'écrit plus.

«Bonjour à tous, que la paix soit sur vous. Je m'appelle Jogoy Sèn, vous m'avez peut-être vu hier, j'étais à Catane. Vous êtes arrivés ici après un voyage dif-

ficile, nous sommes là pour vous aider, les gens que vous voyez derrière moi font partie d'une association qui s'appelle Santa Marta. C'est une association qui accueille les réfugiés et les aide à avoir des papiers», explique Jogoy Sèn, l'interprète de l'association Santa Marta, à la page 46.

«Des papiers...la régularisation...on est sauvés...des vrais papiers», réplique l'un des ragazzi. Jogoy Sèn les conforte:



«Vous êtes ici dans une petite ville Atino, en Sicile. Vous allez rester ici et l'association va essayer de vous aider. Il faut être patient et faire confiance à l'association, elle est là pour vous. Il faut aussi être discipliné et faire des efforts. L'association va vous apprendre l'italien. Ici, on va vous donner des maisons, on s'occupera de vous nourrir...».

Ces hommes ont fui la misère et le quotidien difficile en Afrique pour aller, par des embarcations de fortune, à l'assaut de la forteresse européenne. «Ça peut être ça l'Europe! pas possible! pas possible que ce soit pour ça j'ai joué ma vie dans le Sahara puis dans la mer. On nous cache quelque chose. Pourquoi m'a-t-on mis ici? même Kayes est mieux que ce foutu village! où est le luxe? Où est l'argent? Où sont les jeunes et vieilles blanches qui aiment les nègres et leurs gros bangalas durs et veineux? Où est tout ça? On nous cache quelque chose, on nous cache à Altino. On nous garde ici pour nous empêcher de voir la vraie Europe. Pourquoi? Les gens de l'association ne nous donnent pas les papiers pourtant on nous l'avait promis, ils ne nous donnent pas de travail pourtant ils avaient dit qu'ils al-

laient en donner. A chaque fois qu'on va les voir ils disent que le dossier avance, mais il va avancer jusqu'à où? Et, ils veulent qu'on aille en classe pour apprendre l'italien, ils croient vraiment que moi, Bemba, un vieux père comme moi, avec plus de poils autour du sexe, j'ai ce temps d'aller à l'école? Je veux quitter Altino, je veux aller là où il y a les affaires, les bonnes affaires, il faut que j'ai d'abord les papiers avant de partir...», pages 142 et 143

Mohammed Mbouggar Sarr est de nationalité sénégalaise. Son premier roman, «Terre ceinte», publié en 2014, a été récompensé par le Prix Ahmadou-Kourouma 2015, puis distingué la même année par le Prix Stéphane-Hessel-RFI, pour sa nouvelle «La Cale», le Grand Prix du roman Métis 2015 par le Prix du roman Métis de la même année. «Silence du chœur» est son deuxième roman, il a été récompensé par le Prix littérature-monde, émanation du festival Étonnants Voyageurs de Saint Malo avec le soutien de l'Agence française de développement. Son troisième, «De purs hommes», publié aux éditions Philippe Rey, avait retenu lui aussi l'attention du jury.

Rosalie Bindika

BRIN D'HISTOIRE

Ces oubliés et ces méconnus de l'histoire congolaise : le diable est dans les détails

Le 15 août prochain, double commémoration au Congo : le 58^e anniversaire de l'indépendance et le 55^e anniversaire de la chute du premier président de la République du Congo, l'abbé Fulbert Youlou. Tout ou presque a été dit sur ce sujet. Qu'importe ! Commémoration oblige.

Le 15 août 1960, dans la liesse générale, sous le chant de la liberté, le Congo accédait à l'indépendance, le soleil se levait enfin, après une longue nuit de colonisation. Le bonheur, hélas, n'est toujours pas au rendez-vous.

Le 15 août 1963, le régime de Youlou s'écroule. Le détail ayant entraîné son départ, la fatuité de Nzalokanda. Dans son livre *Les Trois «Glorieuses» ou la chute de Fulbert Youlou*, Rémy Boutet raconte au sujet de Nzalokanda : «Son train de vie fastueux et, surtout, son arrogance démesurée vont le conduire peu à peu à sa perte. Un jour à Baongo, un Lari le toise au sujet de l'injustice sociale et la mauvaise gestion des deniers publics et lui demande pourquoi il participe à ce pillage national, Nzalokanda lui répondit :

«Vous n'êtes tous venus ici sur cette terre que pour nous accompagner. Nous sommes les seuls dignes à profiter des bienfaits du pouvoir».

[...] «Ces propos ont été par la suite vécus et interprétés comme un défi personnel que Nzalokanda avait lancé aux siens, aux Lari. Il s'agissait de le lui faire payer et de lui montrer, conformément au dictionnaire congolais : «dans cette vie, chacun occupe à son tour la place au soleil», qu'il ne profiterait pas de son avantage éternellement. Pourtant, poursuit Rémy Boutet, Youlou est au courant de ce conflit entre Nzalokanda et les siens. Mais à ce moment précis, il ne veut pas en tenir compte. Il ne veut pas céder. Il ne se souvient plus que le pouvoir s'exerce avec le soutien de la rue. Son entêtement à garder Nzalokanda avec lui va constituer une erreur fatale». Cet impédiment et l'autisme l'auront perdu, comme Massamba-Débat, des années plus tard, avec ses encombrants Mbindi, Mabouaka, Castro, etc. Youlou a payé un détail, le refus d'exclure Nzalokanda du gouvernement, détail qui a occulté les autres revendications portées par les syndicalistes. Il lui avait manqué l'opinion péremptoire de Machiavel sur les qualités d'un bon gouvernant : «Quand on veut appréhender sa capacité, c'est d'abord par les personnes qui l'entourent que l'on en juge [...] mais on en pense tout autrement si ces personnes ne sont point telles». Il n'avait pas lu Le Prince. À l'heure des comptes, le chef est toujours seul à assumer les errements des siens. L'abbé Fulbert Youlou, débarqué du pouvoir, qui

se souvient encore aujourd'hui de ses réalisations? Peu de gens, en tout cas. Devoir de mémoire ou volonté d'absolution, dans son livre, Si Baongo m'était conté, La joie de vivre métamorphosée en violence, Dieudonné Ganga écrit : «L'on rapporte que quand il [Youlou] avait reconnu l'Etat sécessionniste du Katanga, le Premier ministre Moïse Tshombé, son ami, lui avait remis des diamants et beaucoup d'argent avec lequel, il avait acheté à Vaucresson, dans la banlieue parisienne, la Résidence de l'ambassadeur du Congo en France et à Paris la Chancellerie de la Rue Scheffer dans le 16^e arrondissement, les immeubles abritant la Maison des étudiants congolais (MEC), [rue Broca], les appartements de la rue Boussingault pour les stagiaires congolais, la Chancellerie à Bruxelles en Belgique, la Chancellerie à Washington, la Résidence de l'ambassadeur à New York. Avec cet argent, il a construit l'hôtel de ville de Brazzaville, le Commissariat central [situé actuellement dans l'enceinte de l'état-major, du côté de la mairie], les mairies de Baongo, de Moungali et de Ouenzé; il fit d'autres réalisations comme les premiers travaux du barrage du Kouilou dont la finition est toujours renvoyée aux calendes grecques». «Quant à l'hôtel du pool ou Bilombo qui est devenu L'Olympic Palace, il l'a construit grâce à un prêt

qui lui avait été octroyé par la Banque nationale de développement du Congo (BNDC)».

Dans un audit, jamais publié, commandé par le gouvernement Massamba-Débat, aucune trace de détournement de deniers publics imputables à l'abbé Fulbert Youlou n'a été relevée. C'est un secret de polichinelle. Comme le disait Vilfredo Pareto, cité par Dieudonné Ganga : «Certaines révolutions n'ont abouti qu'à duper le peuple». Chaque jour qui passe, ici et ailleurs, nous donne la preuve que duperie et politique sont consubstantielles. Evidemment, au Congo, cette consubstantialité est pathétique.

Dans quelques semaines, la République aura 60 ans. N'est-ce pas l'occasion pour tous ceux qui l'ont gérée, chacun dans son domaine, de faire un bilan? Notamment, certains membres de l'opposition actuelle, anciens ministres, qui ont beau jeu, depuis leur déféstration de se défausser sur les autres, à la recherche d'un certificat «bonne gouvernance», alors que leur passé parle pour eux. «Le bilan des 60 ans de la République», un très bon sujet pour un dialogue constructif. Le pays en tirerait, sans aucun doute, des lauriers. Les véritables héros ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

Mfumu